

Le montant de la déduction pour risque de taux dépend du début de la tranche contractuelle soumise aux primes et de la durée résiduelle entre la date du rachat et la date d'expiration du contrat.

La déduction pour risque de taux est calculée au moyen d'un taux A et d'un taux B. Le taux A correspond à la moyenne des taux du marché des capitaux déterminants aux échéances principales de la durée résiduelle jusqu'à la date d'expiration du contrat. Le taux B est le taux du marché des capitaux déterminant au moment du rachat pour la durée résiduelle jusqu'à la date d'expiration du contrat.

Si le taux B en vigueur au moment du rachat est inférieur ou égal au taux A, il n'y a pas de déduction pour risque de taux. Si le taux B en vigueur au moment du rachat est supérieur au taux A, la valeur de rachat correspond à la réserve mathématique d'inventaire déduite des frais d'acquisition non amortis postcomptée au taux A et précomptée au taux B pour la durée résiduelle jusqu'à la date d'expiration du contrat.

La déduction pour risque de taux représente au maximum 20 % de la réserve mathématique d'inventaire diminuée des frais d'acquisition non amortis.

La déduction au prorata pour les frais d'acquisition non amortis et le risque de taux ne doit pas excéder un tiers de la réserve mathématique d'inventaire.

Les frais d'acquisition sont complètement amortis à la fin des cinq premières années d'assurance.

19.3 Valeur de rachat des tranches contractuelles financées par des versements uniques dans la prévoyance liée (pilier 3a)

Pour les tranches contractuelles de la composante liée au taux d'intérêt qui ont été financées par un versement unique, la valeur de rachat correspond à la réserve mathématique d'inventaire, diminuée de la déduction pour risque de taux. Les détails y afférents sont réglés dans les «conditions complémentaires (CC) pour les versements uniques dans la prévoyance liée (pilier 3a)».

19.4 Valeur de rachat des tranches contractuelles libérées des primes dans la composante liée au taux d'intérêt

Pour les tranches contractuelles libérées des primes, la valeur de rachat correspond à la réserve mathématique d'inventaire de la tranche contractuelle concernée, diminuée de la déduction pour risque de taux qui est calculée séparément pour chaque tranche contractuelle libérée des primes. Le montant de la déduction pour risque de taux dépend du début de la tranche contractuelle libérée des primes et de la durée résiduelle entre la date du rachat et la date d'expiration du contrat.

La déduction pour risque de taux est calculée au moyen d'un taux A et d'un taux B. Le taux A correspond à la moyenne des taux du marché des capitaux déterminants aux échéances principales des primes payées jusque-là pour la durée résiduelle jusqu'à la date d'expiration du contrat. Le taux B est le taux du marché des capitaux

déterminant au moment du rachat pour la durée résiduelle jusqu'à la date d'expiration du contrat.

Si le taux B en vigueur au moment du rachat est inférieur ou égal au taux A, il n'y a pas de déduction pour risque de taux. Si le taux B en vigueur au moment du rachat est supérieur au taux A, la valeur de rachat correspond à la réserve mathématique d'inventaire déduite des frais d'acquisition non amortis postcomptée au taux A et précomptée au taux B pour la durée résiduelle jusqu'à la date d'expiration du contrat.

La déduction pour risque de taux représente au maximum 20% de la réserve mathématique d'inventaire.

19.5 Déductions pour frais d'acquisition non amortis

Ces frais sont prélevés sur la composante liée à des fonds et sur la tranche contractuelle soumise aux primes jusqu'à ainsi que sur toutes les tranches contractuelles de la composante liée au taux d'intérêt déjà libérées des primes au prorata des capitaux de couverture disponibles à la date du rachat.

19.6 Droit de timbre

Un éventuel droit de timbre dû en raison du rachat est facturé au preneur d'assurance.

Si le montant du droit de timbre n'est pas versé à Allianz par le preneur d'assurance dans le délai imparti, Allianz a le droit, mais pas l'obligation, de prélever le montant du droit, après préavis correspondant, sur l'avoir en fonds de la composante liée à des fonds de la partie du contrat du pilier 3b, ce qui réduit le nombre de parts de fonds dans la composante liée à des fonds de la partie du contrat du pilier 3b.

20 REMISE EN VIGUEUR D'UN CONTRAT TRANSFORMÉ EN ASSURANCE SANS PAIEMENT DE PRIMES

Le preneur peut demander qu'un contrat qui a été transformé totalement en assurance sans paiement de primes soit remis en vigueur par Allianz sans paiement ultérieur des primes et que le paiement des primes reprenne à l'avenir. Le paiement d'une prime ne constitue pas une demande de remise en vigueur.

Allianz peut refuser la demande de reprise du paiement des primes futures sans justification.

En cas d'acceptation par Allianz de cette demande de reprise du paiement des primes futures, la remise en vigueur de l'assurance principale et des éventuelles assurances complémentaires a lieu au moment convenu, sans paiement ultérieur des primes, et les prestations sont adaptées en conséquence.

Le taux d'intérêt technique pour la composante liée au taux d'intérêt est recalculé au moment de la remise en vigueur. Le taux d'intérêt technique recalculé s'applique